

# Au Cambodge, de nouveaux défenseurs de la nature

Un jeune génération d'écologistes se mobilise dans un pays soumis à la déforestation et à la bétonisation

## REPORTAGE

PHNOM PENH - envoyé spécial

C'était un lac d'une surface de 30 hectares, que gorgeaient à la saison des pluies les eaux du Tonlé Sap. C'est désormais un chantier qui s'étend à perte de vue, où plusieurs centaines de camions se suivent, remplissant leur benne à ras bord de terre ocre pour aller la déverser à l'extrémité du site. Situé à la périphérie nord-ouest de Phnom Penh, le lac Tamouk, l'un des derniers qui subsistaient dans la capitale cambodgienne, a été promis au développement urbain par une succession de décrets, qui ont accordé les portions asséchées à des ministères autorisés à les revendre, ainsi qu'à des « khmas », les oligarques khmers, proches du pouvoir.

Pour avoir appelé à sa sauvegarde, trois jeunes écologistes du mouvement Mother Nature ont été arrêtés, le 3 septembre 2020 : l'une des militantes devait marcher, toute de blanc vêtue, jusqu'à la résidence du premier ministre Hun Sen, à 11 heures du matin, et demander une audience, tandis que sa camarade la filmait. Le lac, selon les écologistes, joua un rôle de régulateur des inondations. À 8 heures du matin, des hommes en civil ont foncé sur les deux jeunes femmes d'à peine 20 ans, alors qu'elles venaient de quitter leur domicile, tandis qu'une autre écologue surgissait dans le local qui sert de bureau à Thun Ratha - qui, à 29 ans, est l'un des « vétérans » de l'équipe - au prétexte qu'il faisait fonctionner un « studio vidéo illégal ». Mother Nature s'était auto-organisée pour l'organisation non gouvernementale, en 2017, en raison de la répression, d'où sa transformation en « mouvement ».

Les trois écologistes furent condamnés pour « incitation » au trouble à l'ordre public à vingt mois de prison. Quelques mois plus tard, trois autres militants de Mother Nature, cueillis au bord du Mékong alors qu'ils faisaient des prélèvements d'eau, les rejoignirent dans les geôles de Phnom Penh.

Ils sont sortis de prison un peu plus tôt que prévu, en novembre 2021, après une amnistie qui a permis la libération d'une vingtaine de membres de l'opposition et de militants des droits de l'homme arrêtés depuis 2017, dans le but de neutraliser toute opposition politique. Ce baptême du feu de quatorze mois n'en fut pas moins une rude épreuve. « Au début, on était 160 dans une cellule, il n'y avait que

**La forte présence d'ONG pendant la tutelle onusienne (1991-1993) a fait éclore des vocations parmi les Cambodgiens. Une exception en Asie du Sud-Est**

deux toilettes, c'était très sale », raconte Phun Keorasmey, l'une des deux jeunes filles arrêtées. Elle avait rejoint Mother Nature six mois plus tôt. Li Chandiravuth, un étudiant en droit, aidait le mouvement sur des questions juridiques, quand l'arrestation des trois premiers l'a poussé à prendre le relais. Leur engagement leur a valu un prix collectif de la part de l'ONG irlandaise Front Line Defenders en 2021.

Il ne fait pas non empêcher le Cambodge de se développer comme l'entend son premier ministre, l'indéboulonnable Hun Sen, au pouvoir depuis trente-sept ans. Avec sa virulence habituelle, le numéro un cambodgien, quelques mois après l'arrestation des militants de Mother Nature, avait déclaré être fatigué des « critiques répétitives » sur l'assèchement des lacs de Phnom Penh. « D'autres pays combent des terres de la mer pour utiliser des terrains et se développer. Pourquoi le Cambodge est-il toujours accusé d'être dans l'erreur ? ».

### L'environnement, ligne de front

Le petit royaume de 16 millions d'habitants vit à l'heure des grands travaux chinois : déjà doté d'un quartier d'affaires monumental sur une île du Mékong, Diamond Island, Phnom Penh prévoit de s'étendre sur une seconde île artificielle. Le sud du Cambodge est un gigantesque chantier. Partout l'on creuse, arasent les forêts et assèche à tour de bras, on avance sur la mer, pour ériger des « villes touristiques », immanquablement « green and smart » (« vertes et intelligentes ») destinées à une clientèle chinoise. Autant de bouleversements que Mother Nature, mais aussi une génération d'écologistes mobilisés depuis des années contre l'exploitation forestière sauvage, dénoncent. Parfois au péril de leur vie, comme Chut Wutty, un défenseur de la forêt tué en 2012 dans le Parc national des Cardamomes par un paramilitaire.

La défense de l'environnement - avec celle des droits du travail, et plus généralement des droits de l'homme - est aujourd'hui une ligne de front, où s'affrontent un régime autoritaire soutenu par la Chine, dont il adopte de plus en plus les méthodes répressives, et les héritiers d'une époque où le Cambodge, sous tutelle onusienne (1991-1993) après la tragédie khmère rouge (1975-1979) et l'intervention vietnamienne qui a suivi, attire, durant les décennies 1990 et 2000, des ONG du monde entier.

Des milliards de dollars de dons internationaux nourrissaient alors de petites et grandes expérimentations, le plus souvent d'initiative occidentale, dans tous les domaines de la société civile, et qui ont fini par faire éclore des vocations parmi les Cambodgiens. Une exception en Asie du Sud-Est. « Nous faisons des formations pour les jeunes sur les droits de l'homme et le développement durable. On peut dire que nous « produisons » des militants. Mais nous sommes sur liste noire », explique un responsable de l'ONG Cambodia Youth Network (CYN), créée en 2009.



Phun Keorasmey, membre de Mother Nature, devant le lac Tamouk, à Phnom Penh, le 10 décembre 2021. PHLONG SOVANA POUR LE MONDE



C'est lors d'un déplacement de CYN dans une forêt du nord du pays, Prey Roka, que Phun Keorasmey découvre le sort des tribus autochtones démunies face au pillage du bois. A retour à son université, elle vend des tee-shirts « Sauvez la forêt ». Puis rejoint Mother Nature, en avril 2020, six mois avant son arrestation. Avec d'autres, elle se met en scène dans des vidéos pour dénoncer des entorses flagrantes à la protection de l'environnement, et participe à une randonnée à vélo pour « sauver » la province de Koh Kong, dans le sud du Cambodge, mise en coupe réglée par les promoteurs. Mother Nature a été créée en 2013, par un trentenaire anglo-espagnol, Alejandro Gonzalez-Davidson, installé au Cambodge depuis une dizaine d'années, pour alerter sur un projet de barrage du géant chinois Sino-hydro sur la rivière Areng, qui descend de la chaîne des Cardamomes. La vallée que doit encastrer le barrage est la terre ancestrale d'un groupe ethnique, les Chong. C'est aussi une réserve exceptionnelle de biodiversité et d'espèces en voie d'extinction comme le crocodile siamois.

M. Gonzalez-Davidson invite des moines bouddhistes d'une autre vallée des Cardamomes qui viennent bénir les arbres centenaires lors de longues processions, entourant les troncs sacrés d'écharpes couleur safran. Les « moines écologistes » sont un véritable phénomène au Cambodge depuis que, dans les années 2000, une communauté monastique a réussi, sous la direction du vénérable Ban Saluth, à préserver 18 000 hectares de forêt dans le nord-ouest du pays. L'Anglo-Espagnol est arrêté en février 2015, et expulsé du Cambodge. Mais l'ampleur du mouvement de protection de la rivière Areng grossit, jusqu'à entraîner,

en 2018, la suspension du projet par le premier ministre. Autre fait d'armes : Mother Nature découvre en 2016, en épluchant des statistiques commerciales, que le Cambodge a officiellement exporté 2,8 millions de tonnes de sable à Singapour entre 2007 et 2015, mais que Singapour a compté en avoir importé du Cambodge... 72,7 millions de tonnes. Cet écart conduit le gouvernement cambodgien à interdire en 2017 l'exportation de sable et à réviser les licences accordées.

« En réalité, les sociétés qui ont des licences prélevaient bien plus de sable que le volume autorisé, et maquillaient son exportation », explique Thun Ratha, un des trois militants arrêtés en 2020. Il avait rejoint Mother Nature juste avant l'expulsion de son fondateur pour une campagne de sensibilisation sur le sable. « Le barage et les révélations sur les volumes de sable prélevés en cachette ont rendu célèbre Mother Nature, et ont beaucoup éterné le gouvernement ! », reconnaît-il.

### Déforestation galopante

Rien d'avantage que les forêts n'ont peut-être autant suscité de vocations d'écologistes au Cambodge - en proportion sans doute avec les appétits qu'elles attirent. Selon les données de Global Forest Watch, le Cambodge a perdu, entre 2001 et 2019, environ 24 % de sa couverture forestière, un pourcentage plus élevé que celui du Brésil ou de l'Indonésie.

La plus grande forêt tropicale du Cambodge, et de la péninsule indochinoise, Prey Lang, 3 600 km<sup>2</sup>, est au carrefour de quatre provinces, dans le nord du pays, sur la rive occidentale du Mékong. Elle joue depuis des générations un rôle central dans le mode de vie d'ethnies autochtones, principalement les Kuy. Le militant Ouch Leng, 47 ans, l'arpente depuis plus d'une décennie. Il a répertorié,

à l'aide de milliers de photos, de coordonnées GPS et de témoignages, les méthodes de sociétés rodées aux techniques de déforestation masquée. Bénéficiaires de concessions minières, ou de « concessions territoriales économiques », un dispositif lancé en 2002 par lequel l'Etat a attribué des terres forestières « dégradées » à condition qu'elles servent à des plantations commerciales comme l'hévéa, elles en profitent pour piller tout autour - puis organiser depuis leur territoire la contrebande de bois précieux comme le palissandre vers la Chine ou le Vietnam.

Certains font venir des migrants payés pour défricher. Sans compter les coupes sauvages par des bandes organisées. « À chaque fois, nous avons toutes les preuves. Le problème, c'est l'absence d'application des lois, et de surveillance », nous explique, à Phnom Penh, le militant, qui s'est fait arrêter des dizaines de fois.

Né dans la jungle, sous les Khmers rouges, Ouch Leng fait remonter son engagement pour l'écologie à 1993 : alors étudiant, il rédige un appel à la « protection des forêts ». Il travaille ensuite au sein de plusieurs ONG de défense des droits de l'homme, puis est missionné par une ONG émanant de l'agence de développement américaine Usaid pour documenter la déforestation à Prey Lang. Ouch Leng organise la venue d'autochtones à Phnom Penh, où ils manifestent. Ce qui finira par embarrasser le donateur américain, soucieux de garder de bonnes relations avec le gouvernement. Le militant crée alors sa propre ONG, la Cambodia Human Rights Task Force, et publie en 2011 un rapport qui fait référence sur la déforestation. Les communautés locales, qu'il a sensibilisées au problème, ont créé le Réseau communautaire de Prey Lang pour patrouiller dans le domaine forestier.

Les efforts de Ouch Leng ont poussé le gouvernement à geler l'attribution de nouvelles concessions à partir de 2013 - sans remettre en question les dizaines qui existaient déjà. En 2016, Prey Lang est désigné « sanctuaire de la vie sauvage » et l'exportation de bois vers le Vietnam interdite. Un cache-sexe, s'indignent les écologistes : la corruption, et les passe-droits dont bénéficient les oligarques, est telle que les régulations ont peu d'effet. « Parfois, le ministère de l'Environnement envoie une équipe d'inspection, qui arrête des petites mains pour des délits mineurs. La nouvelle tendance, c'est surtout d'intimider les militants », explique Markus Hardtke, un écologiste

**En 2016, la forêt de Prey Lang est désignée « sanctuaire de la vie sauvage ». Un cache-sexe, s'indignent les écologistes**

allemand qui accompagne depuis des années les défenseurs des forêts cambodgiens.

Sous prétexte de faire respecter les lois, le ministère de l'environnement cambodgien a interdit depuis février 2020 à Ouch Leng, mais aussi aux membres du Réseau communautaire Prey Lang, de pénétrer dans la réserve naturelle sans son autorisation. Ouch Leng a ainsi été arrêté plusieurs jours, en mars 2020, alors qu'il enquêtait sur les agissements de la société Think Biotech, qui bénéficie d'une large concession entre le Mékong et Prey Lang, et qu'ils ont accusée en 2019 de recel de bois coupés à Prey Lang - ce que la société dément. Il a été de nouveau arrêté, avec d'autres, en février 2021, puis relâché, en échange d'un engagement écrit de cesser ses activités.

### Cibles de la répression

Le ministère de l'environnement a aussi accusé publiquement Ouch Leng et ses compagnons d'« entretenir des intentions malveillantes en prétendant travailler en tant qu'écologistes et militants de la forêt » pour « enrichir leurs groupes respectifs ». En octobre 2021, un membre du Réseau communautaire Prey Lang a été condamné à deux ans de prison avec sursis après que des hommes qu'il avait pris en photo en train de transporter du bois sans autorisation l'ont accusé de « tentative de meurtre ».

Or, en pleine pandémie de Covid-19, le sac de la forêt de Prey Lang s'est aggravé : un laboratoire de l'université du Maryland, aux Etats-Unis, le Global Land Analysis and Discovery (GLAD) spécialisée dans l'identification par satellite de phénomènes de déforestation de plus de 30 mètres carrés, a vu s'envoler les alertes dans la réserve de Prey Lang en 2020, jusqu'à 12 000 en février et 22 000 en avril. « Les crimes ont augmenté », ont accusé dans une déclaration, fin novembre 2021, les membres du Réseau communautaire Prey Lang, en déroulant une liste de violations constatées par leurs équipes - alors qu'eux sont régulièrement pourchassés. ■

BRICE PEDROLETTI